

Compte-rendu de la réunion du Comité Local Aix-Marseille du collectif "Sauvons la Recherche" du mercredi 4 février à 14 heures d(locaux de l'Inmed, campus de Luminy)

43 personnes ont participées à cette réunion appartenant au CNRS, à l'INSERM et l'Université. Toutes les catégories de personnels étaient représentées.

1. Infos sur la réunion des DU INSERM et sur la réunion du collectif national

Yezekiel Ben-Ari a fait un bref compte-rendu de cette réunion et plus particulièrement de la table ronde portant sur les problèmes actuels de la recherche publique pour laquelle le DG Christian Bréchet a accepté de modifier l'ordre du jour du lundi 02/02 après-midi. Cette table ronde a duré environ 2 heures avec de nombreuses interventions des membres du collectif national SLR dépendant de l'INSERM. Cet événement a fait l'objet d'un article d'une colonne dans la rubrique société de Libération, une première pour une réunion de ce type. Pour l'essentiel, les interventions ont porté sur les demandes du collectif et aboutit le lendemain au vote à l'unanimité moins 5 voix d'une " Lettre ouverte au premier ministre pour la santé : Sauvons la recherche ", à voir sur le site SLR, confirmant l'adhésion très forte des directeurs de structures INSERM à l'action du collectif. En réponse à cette très forte demande Christian Bréchet a reproposé sa stratégie telle qu'il la décline depuis plus de 2 ans : " lâchons du lest et nous serons crédibles pour obtenir des crédits auprès de ce gouvernement ". Pour les participants marseillais à cette réunion, cette stratégie est totalement obsolète car l'évolution à la hussarde à laquelle nous assistons correspond à l'évidence à une volonté politique voire idéologique de modifier profondément la structure de la recherche publique. En reprenant l'expression de Yezekiel Ben-Ari et Jean-Paul Moatti, la ligne rouge a été franchie. Le DG INSERM ne semble pas en avoir conscience malgré son affirmation de compréhension du malaise actuel. Les collègues du CNRS confirment que Bernard Larrouturou DG du CNRS est sur une ligne très proche de Bréchet et donc très éloigné du mouvement de fond qui soulève actuellement toute la recherche publique. Mireille Bruschi rappelle la motion très forte de la Conférence des Présidents du Comité National du CNRS qui appelle les directeurs de laboratoire CNRS à signer la pétition (à voir sur le site SLR).

2. préparation conf de presse

3. préparation manif entre deux avant le 9 mars

4. sélection de candidats pour la conf de presse

Ces 3 points ont été traités en même temps et fait l'objet de l'essentiel de la discussion. Le principe d'une conférence de presse avec invitation des politiques ainsi que d'une action à destination de la société civile dans des lieux symboliques de Marseille (La Criée, l'Agora, la rue St Ferréol, etc) a été confirmé. A été également discuté la nécessité d'occuper le terrain médiatique jusqu'à la date butoir du 9 mars, date retenue pour la démission collective de nos responsabilités administratives si le gouvernement ne lâche pas de façon significative sur les 3 revendications de la pétition nationale. Il faut à la fois durer sans épuiser les troupes ni lasser le public. Une action par semaine pendant 4 semaines est souhaitable. Quelques membres du collectif local se sont réunis à la fin de la réunion générale pour synthétiser les propositions, vérifier leur faisabilité, prévoir le calendrier.

Semaine du 2-7/2 : lundi 2 février accueil de Chirac par une manifestation devant l'IPC ayant rassemblé plus de 200 personnes sur un délais très court d'organisation (appel après la manif du 29/1), réception par un conseiller de Chirac sans véritable compétence dans les domaines de la recherche (Stéphane Dupré-Latour) à la rue St Sébastien d'une délégation composée de Christelle Baunez, Sarah Garrido, Françoise Joubaud, Bernard Fontaine, Maguy Ghiotto, François Coulier, Bernard Jacq, 2 étudiants représentant le collectif CECP, et il en manque encore...excusez-nous nous n'avons pas noté tous les noms, merci aux participants oubliés de se faire connaître).

Semaine du 9-13/2 : parution d'un communiqué de presse sur la base des textes du site national SLR (responsable : Ben-Ari) avec adaptation aux réalités locales (1300 signataires sur Aix-Marseille, dont plus de 60% des DU INSERM, l'impact économique local, etc.). Il faudrait des volontaires pour estimer le % de directeurs CNRS, CEA, de PR, etc. signataires sur la région : contacter F. Coulier qui vous donnera accès à la liste Marseille-Aix. Participation d'une petite délégation du collectif local (Responsable: E. Vivier) à une journée sur les sciences et la technologie **le vendredi 13 février** et organisée par le Conseil Régional (proposition de Henry-Louis Taylor, ASTS, qui assistait à la réunion à notre invitation). Il serait souhaitable qu'un nombre significatif de personnel assiste à cette manifestation.

Semaine du 16-20/2 : mercredi 18 février Conférence de presse à l'Agora des Sciences (responsables : Y. Ben-Ari et G. Rougon). Pour des raisons pratiques, il faut dissocier la conférence de presse de la manifestation à cause des disponibilités des principaux animateurs du collectif marseillais. Il faut trouver quelques dizaines de collègues représentatifs de la diversité de la recherche publique (du cognitif aux applications en passant par l'enseignement et les doctorants et post-docs) capables en quelques minutes de faire partager leur passion et leurs découvertes. Envoyez vos propositions de thème et d'orateurs à Geneviève Rougon, y compris celles faites au cours de la réunion. Tous ne feront pas une présentation formelle (une dizaine au maximum?) pour ne pas alourdir inutilement la conférence mais devront être là pour pouvoir intervenir en fonction des questions des participants. Henri Audier sera invité pour la présentation des chiffres de la crise actuelle et mettre en évidence leur manipulation dans la présentation gouvernementale du budget BCRD (contact : B. Fontaine). Une répétition sera organisée. La date retenue est le 18 février. Bien que l'invitation à la conférence soit du seul ressort du collectif, une intervention de l'intersyndicale est souhaitée par le collectif.

Semaine du 23-27/2 : Manifestation le mercredi 25/2. Proposition de réaliser une course à relais dans la rue piétonne St Ferréol de la Préfecture au centre Bourse avec collecte de signatures auprès du public pour la pétition citoyenne (animateurs : J. Imbert, B. Jacq, D. Thieffry, et d'autres bonnes volontés à trouver). L'intersyndicale et des associations de vulgarisation ou animation scientifique). L'appel à cette action sera lancé dans les médias lors de la conférence de presse du 18/2. L'intersyndicale sera sollicitée pour s'associer à cet appel (association de doctorants?). Le souci de la grande majorité des participants était de trouver une action spectaculaire mais pas grand-guignolesque. Autour de la course et de la campagne de signatures, on prévoit une animation scientifique qui pourra prendre la forme de dialogues, mini-cours, expériences ou démonstrations scientifiques proposés par des chercheurs et enseignant-chercheurs (un brassard, une pancarte indiquant leur spécialité?) et

avec l'aide d'association les petits débrouillards (Y. Ben-Ari, D. Thieffry) et le CCSTI (B. Goirand ?). Il faut mobiliser un maximum de personne pour cette action. La manifestation se terminerai par le dépôt des listes signées dans une urne à l'arrivée de la course. Il n'y a pas eu de consensus pour une action plus spectaculaire. A prévoir des slogans collés sur le dos des participants et coureur. Il faut lancer une bourse aux slogans qui seront diffusés sur les pages web locales. A vos imaginations ! Il n'est pas interdit de recycler les slogans vus dans les diverses manifs locales et nationales (collecte : F. Coulier, R. Guinamard ?). Une manifestation de ce type ne peut concrètement se réaliser que s'il y a une implication massive du milieu à cet évènement et si l'autorisation de la réaliser est obtenue. Afin d'examiner concrètement la faisabilité de cette proposition, une réunion se tiendra le lundi 9 février à 16 heures au LGPD, 8 ème étage à Luminy. Nous demandons à tous ceux qui souhaitent la réussite du mouvement sauvons la recherche (tous les signataires locaux donc) de participer à cette réunion.

5. divers

Un oubli : il faut prévoir un minimum de financement pour supporter cette organisation. Le collectif propose un appel aux 1300 signataires locaux pour un chèque de 10 euros minimum. E. Vivier vérifiera si cet argent peut être géré par l'ARP (l'association pour la recherche publique) que devait créer le collectif national. Sinon une gestion locale sur une association liée à un institut dont les buts sociaux sont la promotion de toute action en faveur de la recherche publique. Qu'en pensez-vous ?

Merci de nous signaler toutes erreurs ou omission ainsi que toute bonne volonté pour participer à l'organisation de l'une ou l'autre des actions.

G. Rougon, E. Vivier, Y. Ben-Ari, B. Jacq, J. Imbert, membres du Comité Local SLR.